1895

1895. Mille huit cent quatre-vingt-quinze

Revue de l'association française de recherche sur
l'histoire du cinéma

80 | 2016

Varia

1967 : Un projet de Société d'Histoire du Cinéma (en marge de l'« Affaire Langlois »)

*1967 : a project for a Film History Society (in the margins of the « Langlois
Affair »)*

Gaël Peton

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/1895/5245>

DOI : 10.4000/1895.5245

ISSN : 1960-6176

Éditeur

Association française de recherche sur l'histoire du cinéma (AFRHC)

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2016

Pagination : 128-145

ISBN : 9782370290809

ISSN : 0769-0959

Référence électronique

Gaël Peton, « 1967 : Un projet de Société d'Histoire du Cinéma
(en marge de l'« Affaire Langlois ») », *1895. Mille huit cent quatre-vingt-quinze* [En ligne], 80 | 2016, mis
en ligne le 01 décembre 2019, consulté le 08 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/1895/5245> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/1895.5245>

1967 : Un projet de Société d'Histoire du Cinéma (en marge de l'« Affaire Langlois »)

par Gaël Péton

Jusqu'à la création en 1984 de l'Association française d'histoire du cinéma par Jean A. Gili, Jean-Pierre Jeancolas et Vincent Pinel, sous le parrainage de Jean Mitry, les initiatives françaises en matière d'histoire du cinéma seront restées majoritairement des entreprises individuelles. Plusieurs expériences avaient pourtant suscité des rapprochements inédits en ce sens, notamment autour de la Cinémathèque française avec l'existence de la Commission de recherches historiques (CRH) de 1943 jusqu'au début des années 1960¹ ou encore celle, dépassant le cadre strictement français, du Bureau international de recherche en histoire du cinéma (BIRHC) engagée en 1952 mais dont la pérennité ne fut pas plus assurée². Une autre initiative méconnue – qui ne verra par contre jamais le jour – vient réinterroger cette question de la mobilisation collective en histoire du cinéma sous l'angle de l'engagement de l'État mais aussi, à nouveau, quoique de manière indirecte cette fois, de la Cinémathèque française. Découverte parmi un versement du Centre national de la cinématographie (CNC) aux Archives nationales, une série de documents révèle l'existence d'un projet de création d'une société d'histoire du cinéma en 1967 sous l'impulsion, semble-t-il, de Charles Ford³. Les documents reproduits dans les pages qui suivent illustrent combien les rapports tendus entre les pouvoirs publics et Henri Langlois, contemporains à ce projet, ont entravé la demande de « haut patronage » – entendre demande de subvention – soumise à André Malraux.

Dans une lettre du 16 mai 1967 adressée au ministre des Affaires culturelles, Ford fait part d'un ambitieux projet de création d'une association de type loi 1901 dénommée « Société d'histoire du cinéma ». Les buts avancés à l'instauration d'une telle société sont « de donner à la recherche historique dans le domaine du cinéma un essor nouveau et de contribuer à éclaircir de nombreux points d'histoire demeurés obscurs ». La correspondance n'en fait pas état mais on imagine aussi qu'il s'agit, à un moment où l'histoire du cinéma connaît une production relativement abondante, d'éviter les méfaits d'une trop grande dispersion des travaux, de partager des instruments de travail comme de confronter des méthodes. L'époque semble en tout cas plutôt propice aux mouvements de regroupement. Auteur de la notice « Organisation collective de la recherche historique » pour le compte de la Pléiade en 1961, le médiéviste Michel François souligne ainsi que « [s]olidaires par nécessité, les historiens ne se sont en fait jamais ignorés les uns les autres, mais cette mise en commun des efforts et des moyens n'a peut-

1. Voir Laurent Mannoni, *Histoire de la Cinémathèque française*, Paris, Gallimard, pp. 114-116.

2. *Ibid.*, pp. 251-255.

3. Archives nationales (AN), 19900289/87.

être jamais été ressentie aussi nécessaire et indispensable que de nos jours »⁴. Pour réaliser les objectifs qu'ont lui prête, la société comprendrait dans ses activités la divulgation d'une publication intitulée « Revue Française d'Histoire du Cinéma » et envisagée comme trimestrielle. Cette idée est loin d'être anodine puisque, à ce moment, aucune revue française n'est spécifiquement dédiée à ce type de travaux, bien que de nombreuses publications liées à l'éducation populaire puissent œuvrer fortement en ce sens (ne serait-ce que *Cinéma*, la revue éditée par la Fédération française des ciné-clubs). À vrai dire, l'émergence d'une telle configuration est redevable, à en croire les lignes écrites par l'écrivain Gilbert Sigaux à André Malraux afin de soutenir amicalement le projet, au modèle de la Société d'histoire du théâtre créée en 1936 autour notamment de Léon Chancereau et Jacques Doucet et qui publia sa propre revue dès 1948 [document n° 5].

Un étonnant portrait de groupe

La principale singularité de ce projet tient au fait qu'il fédère des personnalités aux profils extrêmement variés. Si la présence de René Jeanne au sein du comité provisoire n'est guère étonnante au regard de sa collaboration au long cours avec Charles Ford (leur histoire encyclopédique ainsi que leur histoire illustrée éditées en plusieurs tomes, *le Cinéma et la presse 1895-1960*, etc.), celles de Marcel L'Herbier et d'André Veinstein sont quant à elles plus originales et mettent en exergue l'idée de partenariat institutionnel sous-tendant fortement ce projet. L'Herbier, en tant que président de l'Institut des hautes études cinématographiques (IDHEC), et Veinstein, en tant que relais de la Bibliothèque nationale mais aussi du CNRS, confèrent à eux deux, au moins sur le papier, une légitimité indéniable au projet (sans compter le rôle de témoin du premier). On peut d'ailleurs lire sous la plume de Ford que « la Société fera appel à toutes les personnalités qui, à un titre quelconque, s'occupent *professionnellement* de l'histoire du cinéma »⁵. Les conditions de cette « professionnalisation » ne sont donc pas associées uniquement à la publication d'ouvrages sur le sujet mais sont tout aussi bien envisagées en lien avec les formations pédagogiques, les institutions patrimoniales ainsi même que les associations de critiques que Ford et Jeanne représentent dans ce comité provisoire. C'est là, en quelque sorte, privilégier une définition large de l'historien du cinéma telle qu'elle pouvait d'ailleurs prévaloir à l'époque⁶.

4. Michel François, « Organisation collective de la recherche historique », *l'Histoire et ses méthodes*, Paris, Gallimard, Encyclopédie de la Pléiade, pp. 1454-1464.

5. C'est moi qui souligne.

6. Dans le cadre de l'Exposition universelle de Bruxelles de 1958, le BIRHC avaient sélectionné des « historiens du cinéma » de nombreux pays dans l'optique de dresser la liste des meilleurs films de tous les temps. Parmi la délégation française, on trouvait ainsi, pêle-mêle, Henri Agel, André Bazin, Maurice Bessy, Lotte Eisner, Henri Fescourt, Charles Ford, Pierre Henry, René Jeanne, Ado Kyrou, Henri Langlois, Pierre Leprohon, Lo Duca, Jean Mitry et Georges Sadoul (voir Paul Davay, *Confrontation des meilleurs films de tous les temps*, Bruxelles, Cinémathèque de Belgique, 1958).

La collaboration envisagée par cette société d'histoire du cinéma avec une institution patrimoniale par le truchement de Veinstein, intéressé par le cinéma notamment pour sa valeur d'enregistrement et de témoignage⁷, est due là encore au modèle de la Société d'histoire du théâtre. Ce dernier est en effet désigné en tant qu'« archiviste-adjoint » dans le comité directeur de cette association. Mais cette inclinaison pour un partenariat avec un organisme possédant des archives à même de renouveler l'histoire du cinéma est, à n'en pas douter, également suscitée par les travaux de Jacques Deslandes qui figure lui aussi au sein du comité provisoire. Ce dernier a en effet consulté de nombreux documents provenant de la Bibliothèque de l'Arsenal, le lieu de travail de Veinstein, pour son premier travail historique sur le cinéma, *le Boulevard du cinéma à l'époque de Georges Méliès*, publié quatre ans plus tôt, tout en multipliant par ailleurs ses investigations dans des lieux peu fréquentés par les historiens du cinéma (Archives de la ville de Paris, Institut de psychologie de la Sorbonne, Archives de la préfecture de police). Historien d'art de formation, actuellement en fonction à la BBC, comme nous l'indique sa présentation dans la lettre de Ford, Deslandes représente, pratiquement à lui seul, une nouvelle génération davantage soucieuse de l'interprétation des sources mais aussi de leur visibilité – reproduisant ainsi dans leur entièreté, dès le premier tome de son *Histoire comparée du cinéma* en 1966, des documents émanant de ses recherches. Tant et si bien que son effort peut être perçu par certains contemporains, tel François Chevassu, animateur du mouvement ciné-club de l'Ufoles, comme « la première histoire du cinéma abordée dans un esprit... historique »⁸.

De ce point de vue, le rapprochement de la figure de Deslandes avec les personnalités de Ford et Jeanne sur le portrait de groupe de ce comité provisoire peut sembler surprenant tant au regard des caractéristiques méthodologiques des écrits de ces derniers (peu de référence des sources, naturalisation de l'écriture) que des critiques dépréciatives qu'ils obtiennent dans les années 1960. À ce moment, la réception de leurs ouvrages les présente le plus souvent comme des figures de la recherche historique très largement passées de mode. Michel Ciment évoque, par exemple, les volumes de leur histoire encyclopédique comme des « compilations insensées qui font paraître profonds les ouvrages de Sadoul »⁹. Toutefois, l'esprit de synthèse à la base de leurs travaux n'est pas sans avoir son utilité pour un mouvement comme celui des ciné-clubs. Ainsi, leur *Histoire illustrée du cinéma* en Marabout-poche peut apparaître comme « un condensé très agréablement illustré de la monumentale "Histoire encyclopédique du cinéma" »¹⁰ tandis que cette dernière publication se retrouve – bien qu'ouvertement critiquée – dans la liste des ouvrages de la bibliothèque des ciné-clubs établie par Vincent Pinel en 1964¹¹. Malgré son caractère un peu forcé, cette alliance des contraires n'en comporte pourtant pas

7. André Veinstein, « Intérêt documentaire des films sur le théâtre et l'art du mime », *Revue d'histoire du théâtre*, n° 58, 2ème trimestre 1963, pp. 149-156.

8. François Chevassu, « Histoire comparée du cinéma, tome 2 », *Image et Son – la Revue du Cinéma*, n° 229, juin 1969, p. 156.

9. Michel Ciment, « Sjoström, par René Jeanne et Charles Ford (Éd. Universitaires). Gance, par René Jeanne et Charles Ford, (P. Seghers) », *Positif*, n° 64-65, septembre 1964, p. 152.

10. « Histoire illustrée du cinéma (Ford – Jeanne) », *Cinéma*, n° 110, novembre 1966, p. 57.

11. Vincent Pinel, *Introduction au ciné-club. Histoire, théorie et pratique du ciné-club en France*, Paris, Éditions ouvrières, 1964, p. 184.

moins un enjeu historiographique de première importance pour qui connaît la suite de l'histoire. Un récent questionnement collectif a en effet mis en doute l'intérêt du découpage « histoire classique / nouvelle histoire du cinéma », tel qu'il s'est généralisé durant les décennies suivantes, en proposant désormais de privilégier un « retour au présent de l'historien » afin d'éviter les lectures téléologiques dévaluant les histoires dites générales du cinéma sur la base de critères exogènes à leur production¹². À cet égard, une proximité éditoriale entre les recherches de Deslandes – dont on peut estimer qu'elles constituent les premières manifestations françaises de ce que Philippe Gauthier a nommé « histoire universitaire du cinéma »¹³ – et celles d'historiens comme Charles Ford, René Jeanne, Jean Mitry, voire Georges Sadoul (non convoqué ici en raison sûrement de son appartenance politique qui n'était pas pour plaire à Ford... mais aussi au gouvernement¹⁴) aurait pu ainsi éviter, sinon atténuer, le schéma d'opposition adopté fréquemment par la suite. D'autant que plusieurs protagonistes témoignent implicitement en vérité de la relative indépendance de l'écriture de l'histoire du cinéma, telle qu'elle s'est pratiquée jusqu'ici, par rapport aux requisits de la discipline historique et, partant de là, de l'impossibilité pratique d'une comparaison entre l'une et l'autre. Lorsqu'il évoque une « première histoire du cinéma abordée dans un esprit... historique », François Chevassu n'est pas sans véhiculer l'idée – les points de suspension pouvant être compris comme l'étonnement même de l'auteur devant une telle assertion – que le registre d'intelligibilité propre au travail de Deslandes relève d'une certaine externalité par rapport aux précédents travaux historiques. De même, en évaluant, en 1958, les histoires du cinéma comme « trop nombreuses et anecdotiques, *de faible utilité pour nous* », Robert Mandrou laissait déjà entendre que de tels écrits poursuivaient des objectifs peut-être tout à fait valables pour d'autres mais qui restaient en tout cas étrangers à ceux d'un historien universitaire¹⁵.

Un entretien que donne Jean Mitry en 1966 dans le cadre d'une réflexion sur l'enseignement professionnel dans le domaine du cinéma est, à ce titre, pour le moins instructif tant son discours tend à exclure toute idée de rupture. Mitry a ceci d'intéressant que, contrairement à Ford, Jeanne et Sadoul, il n'a pas encore débuté, à cette date, la publication de son *Histoire du cinéma*, laquelle, en gestation depuis des décennies, emprunte forcément au modèle de plus en plus disqualifié. Sentant sûrement le vent tourner, il est plus à même d'être tiraillé dans sa façon de faire de l'histoire. Son propos va alors consister à garantir une meilleure compréhension de l'histoire du cinéma produite jusqu'ici, tout en

12. Cf. Laurent Le Forestier (dir.), « Des procédures historiographiques en cinéma », *Cinémas*, vol. 21, n^{os} 2-3, printemps 2011.

13. Philippe Gauthier, « L'histoire amateur et l'histoire universitaire : paradigmes de l'historiographie du cinéma », *ibid.*, pp. 87-105.

14. Au moment de l'unique congrès du BIRHC en 1957, Charles Ford s'insurgea ainsi de n'avoir été invité qu'en dernier ressort, les faveurs de cette manifestation « d'inspiration marxiste » allant davantage, selon lui, à Georges Sadoul, « fêté dans tous les milieux rouges pensants, comme une sorte de "spoutnik" honoris causa de l'histoire du cinéma » (Charles Ford, « En marge à un congrès-fantôme. Quand l'histoire du cinéma s'écrit à l'encre rouge », *Combat*, 11 novembre 1957 [article découpé et non paginé figurant dans le fonds Georges Sadoul, 720-B50, Cinémathèque française]).

15. Robert Mandrou, « Histoire et cinéma », *Annales. Économies, sociétés, civilisations*, 1958, vol. 13, n^o 1, pp. 140-149. C'est moi qui souligne.

proposant un prolongement plus adapté aux besoins de l'époque. Pour ce faire, celui qui est professeur à l'IDHEC depuis la guerre associe « les différentes méthodes d'enseignement » aux « différentes façons d'appréhender l'histoire du cinéma », comme si les deux pratiques recouvraient une même réalité¹⁶. Cette indistinction est sans doute en partie alimentée par le contexte de production de son discours, mais elle est probablement aussi une manière d'infléchir le malentendu à la base de la dépréciation de l'article de Mandrou (dont Mitry a forcément eu connaissance) en montrant que les objectifs des historiens du cinéma de sa génération, loin d'être seulement conditionnés par une posture critique sinon cinéphilique, étaient en réalité également déterminés par un souci pédagogique. Selon lui, l'histoire du cinéma n'a en fait prétendu jusque-là qu'à un enseignement au premier degré – une « histoire descriptive » nécessaire en vue de vérifier des dates et des faits et établir ainsi une chronologie fiable – et au second degré – un effort « essentiellement analytique et critique » visant à étudier les œuvres et les écoles (une dernière finalité à laquelle se rattacheraient manifestement les tomes à paraître de son *Histoire du cinéma*)¹⁷.

Mitry va cependant plus loin dans cette graduation en préconisant ensuite un enseignement au troisième degré correspondant à « faire de l'histoire au sens réel et profond du mot »¹⁸. Cette orientation de recherche, qui reste encore à réaliser, consisterait en une sorte de « philosophie de l'histoire » dont l'objectif serait de « justifier des structures du film en justifiant de son infrastructure (historique, géographique, économique, sociale, morale et politique) »¹⁹. Même si elle reste centrée sur l'œuvre cinématographique, une telle prétention ne transmet cependant plus une image des films comme éléments autonomes dominant leur substrat culturel mais, au contraire, encourage une plus grande prise en compte d'un mode de production en interaction constante avec l'ensemble des paramètres de la société – ce qui, ce faisant, est en mesure de répondre, partiellement tout du moins, au vœu de Mandrou d'« une reconnaissance des croisements de ces multiples forces au travail, de l'économie au spirituel »²⁰. Au-delà de la prise en compte d'une incrimination préexistante, l'annonce d'un programme si ouvert est également susceptible alors de neutraliser le clivage entre une histoire essentiellement cinéphilique centrée sur l'évolution d'un art, et une histoire plus attentive à replacer le fait cinématographique dans son contexte de production au sens large ; une précaution qui, bien que confidentielle en raison de son lieu d'énonciation, comporte de sacrés atouts en matière de coopération, ceci peu de temps avant l'apparition d'un projet de société d'histoire du cinéma.

16. Rapport de Rémy Tessonneau, *le Jeune Cinéma à l'école. Essai sur l'organisation des écoles supérieures de cinéma et de télévision et sur leur collaboration avec les universités pour une éducation audiovisuelle*, Table ronde de l'Unesco et XIII^e Congrès du Centre international de liaison des écoles de cinéma et de télévision, Rome et Prague, avril et septembre 1966, pp. 94-96.

17. *Ibid.*

18. *Ibid.*

19. *Ibid.*

20. Robert Mandrou, « Histoire et cinéma », art. cit.

L'inévitable rencontre avec les enjeux de l'action publique

Toujours est-il que ce ne sont pas des aspects d'ordre méthodologique ou théorique qui ont empêché, en tout cas pas en premier lieu, la mise en place de cette société d'histoire du cinéma. Comme l'indiquent les échanges entre André Holleaux, directeur général du CNC, et André Parent, son directeur adjoint, ce projet s'est avant tout heurté à la prudence de l'administration publique du cinéma dans la gestion d'un dossier éminemment sensible, celui de la Cinémathèque française [document n° 3]. Surtout connue pour ses étapes les plus spectaculaires, l'« Affaire Langlois » ne naît pas spontanément sur l'année 1968 mais est la conséquence d'une longue période de tension entre les pouvoirs publics et le secrétaire général de la Cinémathèque française. Depuis l'instauration du ministère des Affaires culturelles en 1959, cette dernière est néanmoins logée à bon enseigne car elle est liée étroitement, par la richesse de ses collections, à la politique de diffusion des classiques de l'écran à travers les maisons de la culture. Des crédits budgétaires sont mis à sa disposition pour le tirage des copies et un nouvel aménagement du Palais de Chaillot lui permet de disposer de nouveaux locaux sans commune mesure avec la discrétion et la vétusté des précédents – tout ceci grâce à l'appui de Malraux et de son administration lors des sollicitations du IV^e Plan d'équipement. Mais, en réponse à ces faveurs, les contreparties demandées à Henri Langlois ne rencontrent pas chez ce dernier le même empressement : ni l'adoption d'un régime juridique plus ou moins proche de celui d'un établissement public, ni même l'inventaire des films détenus par l'association ne trouvent de matérialisation. Le secrétaire général de la Cinémathèque française use constamment en vérité de stratagèmes pour neutraliser toute intervention accrue de l'État dans l'organisme patrimonial dont il a la charge. Pour la plupart des acteurs qui participent de près ou de loin à ce spectacle, l'année 1967 marque alors un point de non retour. En témoigne l'agacement perceptible chez le président même de l'institution, Léon Mathot, qui fait part, à la direction du CNC, de sa crainte de « l'éclatement public du scandale que constituerait la mise à disposition permanente d'une seule personne, sans contrôle réel, de fonds publics »²¹.

À cet égard, la participation de Marcel L'Herbier au comité provisoire de la société d'histoire du cinéma n'est pas sans mettre la direction du CNC encore plus dans l'embarras. Un triple contentieux envenime en effet les rapports du président du conseil d'administration de l'IDHEC avec Henri Langlois. Au moment de l'Occupation, L'Herbier, alors président de la Cinémathèque française, s'était montré « un peu trop dirigiste » aux yeux de Langlois, notamment en renforçant les conditions de contrôle de l'institution par l'État²². À cette première opposition s'ajoute celle qui, peu de temps plus tard, déboucha en février 1944 sur la démission de L'Herbier, excédé par les manigances de Langlois : cumulant les fonctions de président de l'institution patrimoniale et de dirigeant de l'IDHEC, L'Herbier aurait souhaité que les collections filmiques de l'organisme en charge du patrimoine puissent servir

21. Lettre de Léon Mathot, président de la Cinémathèque française, à André Holleaux, directeur général du CNC, 18 janvier 1967, AN, 19900289/91.

22. Laurent Mannoni, *op. cit.*, pp. 113-118.

à l'action pédagogique et culturelle de l'école, mais c'était sans compter sur l'appréhension décidément déjà tenace de Langlois qui y voyait surtout une tentative d'absorption institutionnelle²³. Enfin, dernière étape de l'animosité entre les deux hommes, certaines copies originales des films de L'Herbier que ce dernier a confié à la Cinémathèque française ne peuvent plus être consultées durant les années 1950 pour des raisons qui restent mystérieuses (sinon que la copie de *L'Inhumaine* aurait été gracieusement prêtée à la Cinémathèque de São Paulo) ; cette situation débouchant alors inévitablement sur l'ouverture d'un épisode judiciaire²⁴.

Ce climat généralisé de discorde aurait pu n'avoir aucune incidence sur le projet de société d'histoire du cinéma si l'institution n'était pas par ailleurs associée à l'élaboration de l'histoire du cinéma. Fort des expériences de la CRH et du BIRHC comme de son compagnonnage avec Georges Sadoul, le secrétaire général de la Cinémathèque française peut en effet se targuer de détenir un rôle de premier plan en la matière. Et l'État n'est pas le dernier acteur à en attester puisque, au cours d'une manœuvre visant à faciliter en 1968 la reprise en main des destinées de l'association loi 1901, il tentera en quelque sorte d'appâter Langlois avec un projet de création d'une association baptisée « Centre de recherche d'étude et de prospection cinématographique » comportant les missions de recherche des films, de documentation à des fins pédagogiques mais aussi de conception d'études sur l'histoire du cinéma²⁵. Assez logiquement, l'idée d'un désagrément de plus dans cette longue série ne suscite pas d'intérêt immédiat à accueillir favorablement ce projet de société d'histoire du cinéma du côté de la puissance publique – les agents du CNC étant par ailleurs bien au fait des risques à départir Henri Langlois de ce qu'il estime être ses prérogatives.

En date du 26 juin 1967, soit un peu plus d'un mois après la demande initiale, André Holleaux notifie ainsi à Charles Ford un refus de patronage de la part d'André Malraux – sans que ce dernier ait eu connaissance de la requête – sous le prétexte que « [l]e Ministre estime préférable de laisser les initiatives privées faire leurs preuves et d'intervenir ultérieurement, au vu d'un premier bilan de l'association demanderesse ». Sauf que de bilan il n'en sera jamais question, tant l'existence de cette société d'histoire du cinéma semblait dépendre avant toute chose de l'obtention d'une subvention ministérielle. Un an après avoir essuyé ce refus, une lettre adressée par Marcel L'Herbier à Jacques Deslandes évoque pourtant toujours ledit projet mais sans que l'on sache vraiment, faute de détails, si celui-ci est resté jusque-là à l'arrêt, ou si des formes de collaboration ont été engagées entretemps. Dans cette correspondance, L'Herbier invoque le besoin de « régulariser le fonctionnement de notre Société d'Histoire du Cinématographe » tout en qualifiant Deslandes de « secrétaire général » – fonction qui pourrait être la sienne dans ce comité provisoire et qui attesterait alors d'un rôle de premier plan²⁶. Sur cette question de la représentativité, l'absence de toute référence à Charles Ford entre les deux hommes pourrait d'ailleurs suggérer que ce dernier s'est mis en retrait du projet, ou bien alors qu'il servait

23. *Ibid.*, pp. 125-126.

24. *Ibid.*, p. 283.

25. Rapport relatif à la réorganisation de la Cinémathèque française, 18 février 1968, AN, 19900289/83.

26. Lettre de Marcel L'Herbier à Jacques Deslandes, 10 juin 1968, fonds Marcel L'Herbier, 18-B6 Cinémathèque française.

surtout d'intermédiaire auprès des pouvoirs publics²⁷. Les événements de mai 1968 et les perspectives électorales qui en résultent commandent en tout cas d'attendre une situation plus propice pour reformuler une demande, d'autant plus en l'absence également, à ce moment, de clarification dans les relations entre l'État et l'association en charge du patrimoine cinématographique. Car la poursuite du projet de société d'histoire du cinéma est tout de même liée au devenir de la Cinémathèque française puisque, selon l'aveu même de L'Herbier, cette dernière « aurait dû être, dans d'autres conditions, la partenaire désignée de notre Société »²⁸.

La dissolution d'une ambition de regroupement

Une fois le retour à la normale, ce projet de société d'histoire du cinéma n'est toutefois jamais réapparu du côté de l'administration publique du cinéma. Est-ce que cela signifie que les motivations des différentes personnalités à l'origine du comité provisoire n'étaient pas assez fortes ? Ou, plutôt, que les liens qui les unissaient les uns aux autres, plus ou moins faibles selon les cas, avaient finalement peu de chance de primer sur leurs ambitions personnelles respectives ? En effet, l'auteur de la notice de la Pléiade n'était pas sans souligner aussi que « la vocation d'historien, qui suppose une adhésion librement consentie, [...] s'accommode souvent d'un individualisme farouche que rien ne saurait entamer »²⁹. Au bout du compte, il n'y a en tout cas plus que Jacques Deslandes – celui qui possède le moins d'assises institutionnelles en France – pour persister à croire en un pareil projet. Il l'invoque lors d'un numéro spécial des *Cahiers de la Cinémathèque* de l'hiver 1973 consacré aux débuts du spectacle cinématographique à Perpignan. Choisi comme préfacier, Deslandes a le sentiment d'avoir trouvé en René Noell, l'auteur de la recherche qui forme l'ensemble de ce numéro, un collaborateur « pour ce travail en commun que doit être l'élaboration d'une histoire scientifique du cinéma »³⁰.

En dépit de cette louable intention, un article de Jean Mitry, publié dans cette même revue, vient jouer un rôle de trouble-fête à peine quelques mois plus tard. À partir de considérations méthodologiques, celui qui en est maintenant à la livraison du troisième tome de son *Histoire du cinéma* n'épargne guère les postulats de la jeune génération. S'il prend soin de signaler certaines contributions de celle-ci, il reste tout de même cantonné à une posture surplombante tenant beaucoup à son ancienneté, soulignant significativement l'importance selon lui « d'avoir vécu cette évolution [du

27. Une hypothèse qu'il faudrait vérifier à partir de nouvelles sources mais qui pourrait tout à fait se révéler exacte puisque, comme on le sait, Charles Ford avait par ailleurs été choisi par le CNC, en tant qu'historien du cinéma, en 1965, pour superviser les travaux de la commission en charge de préparer le plan de conservation des films détenus par la Cinémathèque française. Sa proximité avec l'administration publique aurait alors été mise à contribution pour la bonne marche de ce projet auquel il ne pouvait lui-même qu'adhérer.

28. Lettre de Marcel L'Herbier à Jacques Deslandes, doc. cit.

29. Michel François, « Organisation collective de la recherche historique », art. cit.

30. Jacques Deslandes, « Bande-annonce en guise de préface », *les Cahiers de la Cinémathèque*, numéro spécial, hiver 1973, p. 1.

cinéma], d'y avoir participé» pour écrire son histoire³¹. Dès lors, le travail de Deslandes, bien que qualifié de « remarquable », est désigné du reste comme « un travail d'archiviste bien plutôt que comme un travail d'historien », cette dernière activité devant privilégier « un sens plus précis donné aux choses et aux circonstances et pas seulement une inscription nouvelle sur un calendrier »³². Il est vrai aussi que, comme le souligne à juste titre Mitry, Deslandes tout comme Jean-Louis Comolli, auteur de la série réflexive « Technique et idéologie » dans les *Cahiers du Cinéma* et tout aussi critiqué dans ces pages, n'avaient pas ménagé leurs reproches à l'encontre de leurs prédécesseurs (si tant est qu'on puisse les nommer ainsi, étant donné leurs conceptions divergentes de la recherche historique) dans leurs propres écrits³³.

Les effets de l'infirmité propre à l'exercice critique, qu'ils soient doublés ou non d'une lecture fortement politisée, ne sont ainsi pas sans créer des obstacles contre lesquels butte la relance d'un dessein collectif en histoire du cinéma. Telle qu'elle se donne à lire sous la plume de Mitry, la confrontation de travaux de portées fondamentalement différentes ne peut déboucher en réalité que sur une forme de repli, dont on se doute qu'elle doit être réciproque chez chacune des personnalités évoquées dans le texte en question à la lecture de celui-ci. Est-ce que la création d'une société d'histoire du cinéma quelques années auparavant aurait pu encourager un débat de ce type sur des bases plus salutaires ? S'il est pour le moins difficile de le certifier en l'absence de toute concrétisation, au moins est-il permis d'imaginer que l'appartenance à une communauté de chercheurs aurait pu être un facteur décisif d'intégration ou, plus modestement, de prise en compte effective des apports des travaux des uns et des autres. D'autant plus que cette situation conflictuelle n'est pas sans être paradoxale tant le discours de Mitry en appelle par ailleurs, en un sens, à la nécessité d'une collaboration, notamment lorsqu'il énonce qu'« il est impossible d'étudier tout à la fois et d'une façon suivie l'histoire des structures et celle des infrastructures, plus encore celle de leurs interactions »³⁴ – soit un programme faisant explicitement référence à cette « philosophie de l'histoire » qui constituait déjà pour lui un aboutissement dans son propos de 1966 et qui, toujours inexplorée sept ans plus tard, aurait pu former la trame de départ d'un effort à produire collectivement.

À considérer l'ensemble des facteurs ayant contrarié l'instauration d'une société d'histoire du cinéma, il ne fait pas de doute que le projet était pratiquement voué à l'échec dès sa formulation. Les ruptures pour le moins vives du débat intellectuel, le climat institutionnel chancelant du secteur cinématographique, l'éloignement de l'État vis-à-vis de la Cinémathèque française ainsi que l'isolement dans lequel se complaisait la plupart des personnalités s'intéressant à l'histoire du cinéma auront formé des complications de toutes parts et, qui plus est, sans cesse renouvelées à mesure que les années

31. Jean Mitry, « De quelques problèmes d'esthétique et d'histoire du cinéma », *les Cahiers de la Cinémathèque*, n° 10-11, été 1973, pp. 112-133, 135-141.

32. *Ibid.*

33. Il n'est pas inutile de noter que cette situation est d'ailleurs tout à fait aux antipodes de la réception des écrits de Mitry consacrés à l'esthétique du cinéma, comme en témoigne l'élogieuse recension du tome 1 d'*Esthétique et psychologie du cinéma* par Christian Metz dans la revue *Communications* (vol. 5, n° 1, 1965, pp. 142-145).

34. *Ibid.*

passaient. Malgré tout, un échéancier quelque peu différent aurait pu modifier considérablement les choses : la réunion d'un plus grand nombre d'acteurs autour d'une telle société à travers l'appui et le dynamisme que lui auraient donné les études universitaires aurait été tout à fait envisageable si les deux initiatives n'avaient pas été séparées par une poignée d'années ; la trace du projet de société d'histoire du cinéma ayant d'ailleurs été retrouvée, il n'est pas inutile de le préciser, dans un dossier consacré par le CNC à l'épisodique Centre d'études cinématographiques de Nice que dirigea Charles Ford et au sein duquel certains cours furent dispensés par Jean Mitry mais également par Jean A. Gili... [Document n° 6]³⁵.

Document n° 1 : Lettre de Charles Ford à André Holleaux, le 16 mai 1967

Monsieur André Holleaux
Directeur général du Centre national de la cinématographie

Monsieur le Directeur général,

Je prends la liberté de vous envoyer la lettre destinée à Monsieur le Ministre d'État chargé des Affaires Culturelles concernant le haut patronage sollicité par la Société d'Histoire du Cinéma, en espérant que vous voudrez bien la lui remettre avec un avis favorable, comme vous avez bien voulu me le laisser entendre lors de notre entrevue à ce sujet.

Je vous remercie très sincèrement de l'aide que vous voulez bien nous apporter et je vous prie de croire, Monsieur le Directeur général, en l'assurance de mes sentiments les plus fidèlement dévoués.

Charles Ford

35. L'assistance de ce cursus de courte durée était essentiellement composée d'étudiants de la Faculté des lettres et sciences humaines de Nice même si, pour des raisons évidentes de reconnaissance du diplôme délivré, Charles Ford avait mis en avant, auprès du CNC, les mérites du Centre d'études cinématographiques pour la formation des exploitants de salles de la région. AN, 19900289/87.

Paris, le 16 mai 1967

Monsieur André MALRAUX
Ministre d'Etat chargé des
Affaires culturelles

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de solliciter de votre bienveillance le haut patronage de votre ministère pour la Société d'Histoire du Cinéma actuellement en formation. L'initiative de cette Société a été prise par les personnalités suivantes :

M. Marcel L'Herbier, président de l'Institut des Hautes Etudes Cinématographiques,
M. René Jeanne, président d'honneur et ancien président de l'Association Française de la Critique de Cinéma et de Télévision,
M. Charles Ford, président de l'Union Internationale de la Critique de Cinéma, vice-président de la Société des Ecrivains de Cinéma et de Télévision,
M. André Varspator, de la Recherche scientifique et de la Bibliothèque de l'Assenel,
M. Jacques Deslandes, attaché à la D.R.C., historien d'art.

La Société d'Histoire du Cinéma se propose de donner à la recherche historique dans le domaine du cinéma un essor nouveau et de contribuer à éclaircir de nombreux points d'histoire longuement obscurs. Elle envisage également la publication d'une revue trimestrielle, la Revue Française d'Histoire du Cinéma.

Pour mener à bien son activité, la Société fera appel à toutes les personnalités qui, à un titre quelconque, s'occupent professionnellement de l'histoire du cinéma (historiens, professeurs, directeurs et enseignants de cinématographes, etc.) et accueillera également comme membres toutes les personnes s'intéressant à cette activité.

En nous remerciant votre haut patronage, nous nous adressons, Monsieur le Ministre, le plus précieux des encouragements et je vous remercie sincèrement d'avance pour la réponse que vous voudrez bien donner à notre requête.

Je vous prie de bien vouloir agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération et l'assurance de nos sentiments les plus distingués.

Pour le comité provisoire :

CHARLES FORD

71 bis, rue de Valenciennes
Paris (10e)

Document n° 2 : Lettre datée du 16 mai 1967 par Charles Ford adressée à André Malraux et confiée pour avis à André Holleaux

Monsieur André Malraux
Ministre d'État chargé des Affaires culturelles

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de solliciter de votre bienveillance le haut patronage de votre ministère pour la Société d'Histoire du Cinéma actuellement en formation. L'initiative de cette société a été prise par les personnalités suivantes :

M. Marcel L'Herbier, président de l'Institut des Hautes Études Cinématographiques,
M. René Jeanne, président d'honneur et ancien président de l'Association Française de la Critique de Cinéma et de Télévision,
M. Charles Ford, président de l'Union Internationale de la Critique de Cinéma, vice-président de la Société des Écrivains de Cinéma et de Télévision,
M. André Veinstein, de la Recherche scientifique et de la Bibliothèque de l'Arsenal,
M. Jacques Deslandes, attaché à la BBC, historien d'art.

La Société d'Histoire du Cinéma se propose de donner à la recherche historique dans le domaine du cinéma un essor nouveau et de contribuer à éclaircir de nombreux points d'histoire demeurés obscurs. Elle envisage également la publication d'une revue trimestrielle, la Revue Française d'Histoire du Cinéma.

Pour mener à bien son activité, la Société fera appel à toutes les personnalités qui, à un titre quelconque, s'occupent professionnellement de l'histoire du cinéma (historiens, professeurs, directeurs et animateurs de cinémathèques, etc.) et accueillir également comme membres toutes les personnes s'intéressant à cette matière.

En nous accordant votre haut patronage, vous nous apporteriez, Monsieur le Ministre, le plus précieux des encouragements et je vous remercie sincèrement d'avance pour la réponse que vous voudrez bien donner à notre requête.

Je vous prie de bien vouloir agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération et l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

Pour le comité provisoire :
Charles Ford

Document n° 3 : Note manuscrite avec diverses inscriptions témoignant des échanges entre André Holleaux, directeur général du Centre national de la cinématographie, et André Parent, directeur adjoint

16.5

M. Parent

Pour avis sur l'opportunité d'adresser avec avis favorable cette requête au Ministre
M. Charles Ford m'en avait entretenu oralement
N'y a-t-il pas un problème – de susceptibilité – vis-à-vis de la Cinémathèque ?

[André Holleaux]

Il y a effectivement des questions de susceptibilité
notamment en raison de la présence de L'Herbier
dans le comité de création
Dans le climat actuel voter [mot biffé] avis favorable
serait interprété Dieu sait comment

[André Parent]

M.M. Blanc et Chevasson³⁶ sont opposés à
tout patronage du Ministre : dans ces conditions
doit-on transmettre cependant la lettre de Ford ?

[André Parent]

Non
préparer un projet de réponse à Ford

[André Holleaux]

36. Philippe Blanc et Louis Chevasson sont respectivement directeur adjoint du cabinet d'André Malraux et conseiller technique en charge, de manière intermittente, des questions relatives au secteur cinématographique.

Document n° 4 : Lettre de André Holleaux à Charles Ford le 26 juin 1967

Cher Monsieur,

Le 16 mai dernier vous avez bien voulu me transmettre une lettre destinée à M. André MALRAUX, Ministre d'État chargé des Affaires culturelles, sollicitant son patronage en faveur de la Société d'Histoire du Cinéma, actuellement en formation.

Vous me demandiez de lui présenter cette lettre accompagnée de son avis favorable, ce que j'ai fait.

M. André MALRAUX m'a fait observer qu'il s'était imposé comme règle de ne jamais accordé son patronage à une association ou un organisme en formation. Le Ministre estime préférable de laisser les initiatives privées faire leurs preuves et d'intervenir ultérieurement, au vu d'un premier bilan de l'association demanderesse.

Cette ligne de conduite est devenue pour le Ministère des Affaires Culturelles une véritable jurisprudence.

Votre demande pourrait donc être présentée à nouveau au Ministre d'État chargé des Affaires Culturelles quand la Société d'Histoire du Cinéma aura exercé son activité pendant un certain temps.

Je vous prie d'agréer, cher Monsieur, l'assurance de mes sentiments distingués

André Holleaux

Document n° 5 : Extrait d'une lettre de Gilbert Sigaux au Ministre d'État chargé des Affaires culturelles écrite le 8 juillet 1967 et transmise pour avis à la direction du CNC par le conseiller technique Louis Chevasson

« Holleaux a reçu une demande pour que vous patroniez la très sérieuse Société d'Histoire du Cinéma que René Jeanne, Ford, etc. voudraient bâtir sur le modèle de la Société d'Histoire du théâtre. (De Jovet, Copeau etc. celle qui a son siège rue St-Dominique et publie la Revue d'Histoire du Théâtre) – René Jeanne, vieux puits de science un peu intimidé par vous, me dit que “si jamais je vous voyais, etc.” C'est fait. Peut-être de votre côté aussi ? »

26 JUIN 1967

9385

ah/mj

Cher Monsieur,

Le 16 Mai dernier vous avez bien voulu me transmettre une lettre destinée à M. André MAL RAUX, Ministre d'Etat chargé des Affaires Culturelles, sollicitant son patronage et faveur de la Société d'Histoire du Cinéma, actuellement en formation.

Vous me demandiez de lui présenter cette lettre accompagnée de mon avis favorable, ce que j'ai fait.

M. André MAL RAUX m'a fait observer qu'il s'était imposé comme règle de ne jamais accorder son patronage à une association ou un organisme en formation. Le Ministre estime préférable de laisser les initiatives privées faire leurs preuves et d'intervenir ultérieurement, au vu des premiers bilan d'activité de l'association demanderesse.

Cette ligne de conduite est devenue pour le Ministère des Affaires Culturelles une véritable jurisprudence.

Votre demande pourrait donc être présentée à nouveau au Ministre d'Etat chargé des Affaires Culturelles quand la Société d'Histoire du Cinéma aura exercé son activité pendant un certain temps.

Je vous prie d'agréer, cher Monsieur, l'assurance de mes sentiments distingués.

André HOLLEAUX

Monsieur Charles FORD
71 bis, rue de Vaugtrard,
75 - PARIS, 5^e

CENTRE D'ÉTUDES CINÉMATOGRAPHIQUES DE NICE
sous le patronage de la Faculté des Lettres et Sciences humaines
Direction : Charles Ford

Cycle de cours et conférences au
CENTRE UNIVERSITAIRE MÉDITERRANÉEN
(26 septembre – 14 octobre 1966)

PROGRAMME

Lundi 26 septembre, à 16h30
Histoire du cinéma par M. Charles FORD
Comment le cinéma est devenu un art.

Mardi 27 septembre, à 16h30 et à 18h
Technique du cinéma par M. Jacques DANIEL-NORMAN
Le scénario : synopsis, traitement, découpage.

Sociologie du cinéma par M. Jean A. GILI
Les thèmes du néo-réalisme italien.

Mercredi 28 septembre, à 16h30 et à 18h
Histoire du cinéma par M. Charles FORD
60 ans de réalisme dans le cinéma français.

Technique du cinéma par M. Jacques DANIEL-NORMAN
Cinéma et droit d'auteur.

Jeudi 29 septembre, à 16h30 et à 18h
Technique du cinéma par M. Jacques DANIEL-NORMAN
Le réalisateur devant le sujet.

Esthétique du cinéma par M. Jean MITRY
L'image et les structures spatiales.

Vendredi 30 septembre, à 16h30 et à 18h
Esthétique du cinéma par M. Jean MITRY
Le montage et les éléments du rythme.

Mission de l'exploitation par M. Ludovic VACCON
Le rôle social du directeur de salle.

Lundi 3 octobre, à 16h30
Technique du cinéma par M. Jacques DANIEL-NORMAN
Le décor de cinéma et sa technique.

Mardi 4 octobre, à 16h30 et à 18h
Technique du cinéma par M. Jacques DANIEL-NORMAN
Technique de la production.

Esthétique du cinéma par M. Jean MITRY
Le rythme et les structures temporelles.

Mercredi 5 octobre, à 16h30 et à 18h
Sociologie du cinéma par M. Jean A. GILI
Les prolongements actuels du néo-réalisme.

Esthétique du cinéma par M. Jean MITRY
Le temps et l'espace du drame.

Jeudi 6 octobre, à 16h30 et à 18h
Esthétique du cinéma par M. Jean MITRY
Considérations techniques sur la psychologie.

Histoire du cinéma par M. Charles FORD
Les premiers maîtres du cinéma américain.

Vendredi 7 octobre, à 16h30 et à 18h
Industrie du cinéma par M. Jean NERY
Les méthodes de la production.

Mission de l'exploitation par M. Ludovic VACCON
Aspects multiples de la programmation.